

LOGEMENT

En novembre et décembre 2022 auront lieu les élections d'administrateurs représentant les locataires du parc social. Partout en France, les associations départementales Indecosa-CGT se mobilisent pour constituer des listes de candidats. A ce jour, plus de 100 listes sont déjà en cours d'élaboration. Avoir des élus Indecosa-CGT, c'est permettre à l'ensemble des locataires de s'organiser pour faire aboutir leurs revendications.



Au cœur d'un été meurtrier pour les porte-monnaies, l'insupportable flambée du prix des carburants n'a épargné personne. La faute à la guerre en Ukraine mais pas seulement. Les profits des compagnies pétrolières ont explosé dans la période, protégés par des politiques publiques qui, malgré quelques ristournes provisoires, se sont opposées au blocage des prix.

Sale coût à la pompe

VOYAGES ET CARTE BANCAIRE

C'est bientôt les vacances et vous bouclez les préparatifs. Mais penserez-vous à relire le contrat porteur de votre carte bancaire avant de partir ? Voilà une perspective qui vous paraîtra peut-être ennuyeuse mais qui pourrait s'avérer très instructive.

Nos cartes ne sont pas seulement des moyens de paiement ou de retrait, indispensables désormais. Elles comportent aussi, la plupart du temps, des services financiers tels que des assurances liées et des garanties d'assistance. Et nous ne sommes malheureusement pas à l'abri d'imprévus, de maladie ou d'accident.

Ces services inclus, que l'on aura survolés lors de la souscription et trop vite oubliés peuvent nous être utiles lors de nos déplacements. Avoir des droits ne suffit pas, encore faut-il le savoir et les faire jouer. Que sont-ils ?

Des contrats différents

A chacun sa carte, à chacun son contrat. Nous n'avons pas tous les mêmes cartes, des mêmes réseaux et elles ne prévoient pas toutes les mêmes prestations aux mêmes conditions. Relisez bien votre notice. Vous devriez constater que vous n'êtes pas le seul bénéficiaire du contrat mais qu'il protège également votre conjoint (ou concubin), vos enfants de moins de 25 ans fiscalement rattachés, des parents qui seraient à votre charge, et sans même que vous soyez nécessairement « ensemble ».

Volet « assurance »

Pour bénéficier du volet « assurance », il sera impératif que vous ayez réglé un achat, une location de voiture, votre voyage, le billet de transport... avec votre carte. Si vous partez « entre amis », mieux vaut que chacun, chaque couple, paie sa part du voyage avec sa propre carte. Côté « prestations », vous lirez le montant des capitaux prévus en cas de décès ou d'invalidité (à l'exception des cartes d'entrée de gamme, toutes les assurances en prévoient). Vous êtes certainement couverts en cas d'accident durant le transport (bus, train, avion..voiture de location ou privée), le trajet pour aller ou revenir de l'aéroport ou la gare pouvant être inclus. Une condition souvent : parcourir au moins 100 km depuis son domicile ou lieu de travail. Les cartes bancaires peuvent aussi associer des garanties en cas d'annulation du voyage par vous, pour des raisons de maladie ou professionnelles. Ou des garanties en cas de retard de l'avion, de pertes de bagages... Aussi, vérifiez toujours avant de souscrire l'assurance annulation que vous proposera un voyageur, inutile de cumuler.

Vérifier les prestations

Pour bénéficier du volet « assistance », il n'est pas exigé d'utiliser la carte, il vous suffit d'être titulaire d'une carte en cours de validité. Dans de nombreux contrats, il faudra être à l'étranger, mais vérifiez votre couverture géographique. Côté « presta-



tions », il peut s'agir de verser des avances de frais médicaux, des remboursements, des rapatriement, organiser celui de vos enfants, d'un animal, une prise en charge pour vous permettre de revenir en France au chevet d'un proche hospitalisé d'urgence pour plus de 24 heures... Une assistance juridique peut être prévue si vous étiez mis en cause, pour payer une caution, des honoraires d'avocat... Cette fois encore, il faut lire absolument. Le numéro du service assistance figure au verso de la carte à côté du cryptogramme. Copiez-le ailleurs, en cas de vol ou de perte de la carte, vous ne serez pas démunis. Car vous devrez toujours prévenir l'assistance « avant » de procéder aux premières dépenses, à défaut, vous ne seriez pas indemnisés. Gardez bien tous les justificatifs de frais, les originaux, pour preuve.

Prévenir son assureur

Qu'il s'agisse d'assurance ou d'assistance, vous préviendrez par téléphone, par courriel, dans les meilleurs délais les interlocuteurs dont les coordonnées sont indiquées au contrat. Un dernier conseil avant de partir, téléchargez votre contrat ou scannez-le et n'oubliez pas d'informer les personnes qui vous accompagnent des garanties qu'il prévoit et de la marche à suivre en cas de problème. Il y a des lectures de vacances qu'il ne faut pas hésiter à partager.

Il y a des lectures de vacances qu'il ne faut pas hésiter à partager lorsque l'on veut profiter en toute quiétude.

Indecosa-CGT

TOUT RESTE À FAIRE



Le cycle électoral national est terminé. Clôturons un bilan désastreux des cinq dernières années du gouvernement Macron pour les consommateurs.

- Baisse du pouvoir d'achat avec l'augmentation de tous les produits.
- Remise en cause de toutes avancées positives pour l'information des consommateurs.

- Baisse des moyens et des contrôles de la DGCCRF.
- Baisse des moyens au secteur de la consommation dans son ensemble (Associations de consommateurs, INC (Institut national de la consommation) et CTCR (Centre technique régionaux de la consommation) pour résoudre les litiges des consommateurs.

Une nouvelle période de cinq années s'ouvre avec un président, une assemblée parlementaire et un gouvernement.

Indecosa-CGT répond présent :

- Blocage immédiat de plusieurs dizaines de produits de première nécessité couplé à un taux de TVA réduit ;
- Blocage des prix des loyers pour répondre à l'urgence sociale ;
- Refonte complète du secteur de la consommation en définissant les missions de chaque structure pour toujours mieux informer et défendre les consommateurs ;
- Renforcement des missions de la DGCCRF (contrôles et réglementation) ;
- Construire la société de demain qui doit être sociale, solidaire par de grands services publics sur le logement, l'énergie, les banques, la santé, le 100% sécurité sociale. Une société du vivre-ensemble pour en finir avec cet individualisme mortifère.

Indecosa-CGT propose de se rassembler. Il n'y a qu'ensemble – consommateurs, usagers, citoyens avec les élus de la nation et les forces associatives – que les cinq prochaines années peuvent être celles de la rupture avec le passé pour un avenir heureux.

Indecosa-CGT agira sans relâche pour le bien-vivre ensemble. La solution ne passera jamais par les idées d'extrême-droite.

[Pour continuer, rendez-vous sur \[indecosa@cgt.fr\]\(mailto:indecosa@cgt.fr\)](mailto:indecosa@cgt.fr)

<https://indecosa.fr/indecosa-cgt-propose-7-mesures-pour-soutenir-le-pouvoir-dachat-des-consommateurs/>

Christian khalifa

ACTUALITÉ **P.2**

Voyage et carte bancaire

NATIONAL **P.4 à 6**

Portrait : Indecosa, bonjour!

L'État gagne de l'argent sur le secteur du logement

Une force au service des usagers de la santé

INTERNATIONAL **P.7**

Sénégal : Une association bien ancrée sur le territoire

DOSSIER **P.8-13**

Sale coût à la pompe

FICHE PRATIQUE **P.14**

Trotinette électrique : avez-vous pensé à vous assurer ?

ACTION **P.15**

Indecosa-CGT siège à l'AQST

AGENDA

Juin

- 8** Rencontre Indecosa Grand-Ouest
- 8** Webinaire action logement

14 AG Indecosa-18

20-24 Formation : présentation Indecosa

Juillet

20 Bureau

Août

30 Bureau

Septembre

5-9 Assemblée générale

DES OUTILS POUR VOUS INFORMER

Ne ratez pas ces nouveautés qui vous permettront d'être mieux informés sur l'actualité Conso'.

Un compte sur le réseau social Instagram, «Consommaction»@Indecosacgt va permettre de diffuser nos actualités et prises de position auprès d'un large public, notamment les plus jeunes.

Une chaîne publique Telegram (<https://t.me/indecosa>) permet à toute personne le souhaitant d'être immédiatement informée.

Information Indecosa. Case 1-1. 263, rue de Paris- 93516 Montreuil CEDEX
Tél. : 01 55 82 84 05. email : indecosa@cgt.fr. Site : www.indecosa.fr

Directeur de la publication, Rédacteur en chef : Christian Khalifa • Rédaction dossier : Philippe Haumont • Iconographie et mise en page : Pascale Lecomte • Relecture, correction : Marie-Christine Dabrowski • Bimestriel imprimé et routé par Rivet Presse Edition, 87000 Limoges • Prix de vente : 5 euros au numéro. 6 numéros par abonnement annuel : 30 euros • N° de commission paritaire : 0425 G 86486. Imprimé sur papier recyclé.



Portrait

INDECOSA BONJOUR !

Comme dans une ruche, ça entre et ça sort, ça bourdonne et finalement ça fait son miel. La porte reste ouverte. Au centre du dispositif niché au premier étage de l'immeuble fédéral, Asuman Lecomte imprime le rythme. C'est elle qui « tient » le secrétariat administratif d'Indecosa CGT. Meticuleusement.

Le téléphone sonne. Indecosa bonjour... « Je vous arrête tout de suite, je ne suis pas conseillère, je redirige. Nous sommes une association pour l'information et la défense des consommateurs des adhérents de la CGT. Est-ce votre cas ? Quelle région habitez-vous ? » A l'autre bout du fil, un nouveau litige. Ce type d'appel est fréquent. Asuman oriente son interlocuteur vers le site Internet SignalConso ou vers un conseiller du centre technique régional de la consommation. « Si la question avait été posée par un adhérent de la CGT, je l'aurais adressé à l'association Indecosa de sa région ou demandé de m'envoyer un mail pour que son cas soit traité ici », précise Asuman.

Tour de contrôle

Le secrétariat administratif d'Indecosa-CGT offre un point de vue unique, central et circulaire, sur l'activité quotidienne de l'association des consommateurs CGT et ses multiples tâches. Cette tour de contrôle régule un trafic soutenu. Point d'entrée et de sortie, presque tout ce qui circule transite par les mains d'Asuman Lecomte. Cette ancienne commerciale est depuis 2018 aux manettes de l'organisation administrative de l'association. Répondre au téléphone, aux mails, gérer le courrier, mettre en forme les documents, réceptionner et dispatcher les informations et événements, inscrire aux formations et relancer, tenir des calendriers, classer les dossiers physiques et numériques, archiver... L'administration du siège d'Indecosa et la manière de faire, l'organisation, assurent l'efficacité du travail de l'équipe nationale de l'association et la qualité du service rendu à ses



« Indecosa bonjour... Nous sommes une association pour l'information et la défense des consommateurs des adhérents de la CGT... »

instances et adhérents. Aller à la pêche des infos sur l'activité des associations dans les départements – mobilisations, colloques, événements... – pour en faire profiter le plus grand nombre est le cœur du job. « Si l'on n'échange pas sur nos idées et nos actions, si l'on ne donne pas un aperçu complet de ce qui se fait de positif, chacun reste dans son cocon », constate Asuman qui assure ce relais et apporte sa pierre à l'édifice, « non seulement comme passage imposé mais en m'impliquant ».

Enrichir le travail de tous

Le suivi des mandatements de représentants d'Indecosa dans les instances de concertation fait l'objet d'un suivi régulier, aussi rigoureux que possible, « ce qui n'est pas toujours simple », confie Asuman, « les informations ne remontent pas forcément des régions. Cette manière de travailler, organisée, me simplifie la vie et simplifie celle des autres », résume Asuman. Bientôt les élections des représentants des locataires, il faut gérer les accréditations des associations qui présenteront des candidats.

Pour réaliser la lettre d'information « La vie des associations » adressée presque chaque jour par courriel, Asuman a décidé de « mettre un peu de gaieté » sur les documents pour en faciliter la lecture « comme pour une vitrine, si elle mal éclairée, on ne s'arrête pas ». AG de septembre, conseil d'administration, information des partenaires, retour des commissions, communiqués de presse, outils pédagogiques divers, initiatives locales, projets de formation, relances pour inscriptions... Le secrétariat administratif dépose partout sa touche de couleurs. « A chaque info son identité propre », revendique Asuman.

En cours, la création et l'enrichissement quotidien d'un archivage numérique très structuré mettant à disposition tous les liens nécessaires pour accéder rapidement à l'information recherchée. Le travail d'Asuman évolue au fil des jours apportant les améliorations qui enrichiront et simplifieront le travail du collectif. « Je n'aime pas quand ça stagne, évoluer facilite et enrichit le travail de tous », conclut Asuman.

Ph.H

Avec les locataires, des élus Indecosa-CGT agissent pour répondre aux besoins

L'ÉTAT GAGNE DE L'ARGENT SUR LE SECTEUR DU LOGEMENT

Tous secteurs logement confondus, l'ensemble des aides publiques au logement s'élèvent en 2020 à 37,60 Md€ quand les prélèvements sur le secteur s'élèvent à 78,80 Md€. Conséquence : l'État aura gagné sur cette année 41,20 Md€, montant en forte augmentation depuis 2015.

Toujours en 2020, le niveau d'aides au secteur social s'élève à 13,78 Md€ et celui du secteur libre, hors propriétaires occupant, à 12,76 Md€. Cela représente, pour ce dernier, 38,82 % des aides. Ce ratio n'était que de 21,39 % en 2018. Il fallait démontrer que le secteur libre est de plus en plus aidé !

Des loyers qui explosent

Le secteur du logement subit une forte inflation du coût des loyers. Ils ont augmenté entre 1995 et 2020 de près de 60 % sur le secteur libre.

On retrouve les mêmes proportions pour le secteur social. Le décrochage constaté depuis 2018 dans le logement social n'est que la répercussion de la baisse des loyers perçus par les bailleurs sociaux suite à la mise en place de la RLS (revenu du loyer solidaire) qui les prive de 1,3 milliard d'euros de recettes par an depuis 2018 et dont les locataires n'ont pas vu la couleur. Conséquence : un taux d'effort moyen qui s'approche de 30 % nationalement et qui dépasse souvent 50 % du revenu des locataires modestes en zone tendue !

Des aides personnelles rackettées

Plus de 4 milliards d'économies en 2021 et plus de 14 milliards depuis 2017 :

Les aides personnelles au logement n'ont jamais été aussi faibles. La réforme du calcul en temps réel a permis un résultat : 1,1 milliard d'économies avec plus de perdants que de gagnants (38 % ont vu une baisse des APL contre 25 % augmentation) et ce sont les étudiants qui ont perdu le plus dans cette réforme.

Un niveau de production de logements sociaux insuffisant

Le nombre de logements agréés, c'est-à-dire l'offre nouvelle de logements sociaux, PLAI, PLUS ou PLS, est en baisse depuis 2016 !

- 2016, année de création du Fonds national des aides à la pierre (Fnap) qui regroupent celles financées sur le budget de l'État et celles qui le sont par les bailleurs sociaux eux-mêmes.
- 2018, mise en place de la RLS et économie pour l'État de 1,5 Md€.
- 2019, les bailleurs financent seuls ce Fnap sur leurs



seules recettes, c'est-à-dire vos loyers. Ils financent seuls les constructions nouvelles.

Dans le même temps, le nombre des demandeurs HLM explose (+ 24 % entre 2006 et 2013). Fin 2020, 2,2 millions de demandes HLM étaient enregistrées.

Effets des politiques libérales : les expulsions locatives

Près de 50 000 locataires étaient en impayés de loyer en 2019 et 130 514 jugements d'expulsion étaient en cours. L'année a vu un nombre record de 16 700 expulsions avec le concours de la force publique. Si l'année 2020 a vu ce dernier chiffre baisser du fait de l'ensemble des dispositifs préservant notamment les locataires des effets économiques de la pandémie de Covid, nous pouvons craindre que l'effet cumulé de l'arrêt de ces dispositifs et les effets de la crise économique consécutive de la guerre en Ukraine ne viennent à nouveau accélérer cette pratique d'expulsion, elle aussi d'un autre âge.

Partout en France, les associations départementales Indecosa-CGT constituent des listes de candidats pour les prochaines élections d'administrateurs, représentant les locataires en novembre et décembre 2022.

Nous appelons tous les militants Indecosa-CGT, tous les syndiqués de la CGT adhérents de droit ainsi que les membres fondateurs de l'association que sont les structures syndicales CGT, à s'engager dans ce travail de recherche de candidatures.

Avoir des élus Indecosa-CGT c'est permettre à l'ensemble des locataires de s'organiser pour faire aboutir leurs revendications.

Plus de 100 listes Indecosa-CGT sont en cours de constitutions pour les prochaines élections d'administrateurs.

Collectif élection

Renouvellement des postes dans les commissions des usagers

UNE FORCE AU SERVICE DES USAGERS DE LA SANTÉ

Une majorité des Agences Régionales de Santé ont lancé pour 2022, le renouvellement des représentants des usagers (RU) au sein des Commissions Des Usagers (CDU) des établissements de santé.

Cette campagne de renouvellement des représentants d'usagers dans les commissions des usagers est lancée pour pourvoir :

- Aux postes de représentants des usagers restés vacants au terme des deux campagnes précédentes ;
- Aux postes qui sont devenus vacants (par arrivée du terme du mandat de 3 ans du RU qui les occupaient, démission, perte d'agrément de l'association agréée qu'ils représentent, etc.).

A noter ! : Les représentants d'usagers désignés par arrêté du directeur général de l'ARS depuis moins de trois ans au 1^{er} juillet 2021 ne sont pas concernés par cette campagne. Ils restent en place jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Public ciblé par l'appel à candidatures

Cet appel à candidatures vise les associations agréées d'usagers du système de santé dont Indecosa-CGT fait partie depuis 2014.

L'article R 1112-83 du Code de Santé Publique prévoit que « les représentants des usagers et leurs suppléants sont désignés par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé parmi les personnes proposées par les associations agréées en application de l'article L 1114-1. »

En cas de problème pour joindre un correspondant ou pour toute autre question sur le sujet, n'hésitez pas à interpeller votre association départementale qui transmettra au collectif national santé Indecosa-CGT.

Pour exercer votre mandat :

Si vous êtes salarié ou agent public et que vous êtes désigné représentant d'une association ou d'une mutuelle, vous pouvez bénéficier, sous conditions, d'un congé dit de représentation pour siéger dans une instance à



laquelle participe votre association. Il peut s'agir d'une instance établie auprès d'une autorité de l'État ou d'une collectivité territoriale. La durée de ce congé de représentation est de 9 jours maximum par an.

Certains employeurs connaissent mal cette disposition ou rechignent à vous accorder ces jours. Ici encore, pour tout problème, n'hésitez pas à contacter Indecosa-CGT qui pourra, le cas échéant, intervenir auprès des autorités compétentes.

A noter ! : Une fois désigné vous devrez passer, dans les six mois de votre première année de mandat, une certification sous forme d'un stage de deux jours pleins. Elle est obligatoire et ne nécessite pas de compétence particulière.

Le stage peut être organisé en territoire en lien avec les départements limitrophes à condition de disposer de suffisamment de stagiaire, sinon il y a une cession par an au centre Benoît Frachon de Courcelle-sur-Yvette (91).

Par l'intermédiaire du national, chaque association départementale Indecosa-CGT a la liste des postes à pourvoir et des dates de candidatures. Rapprochez-vous de votre association. Aujourd'hui près de 100 camarades sont représentants des usagers. Une rencontre nationale est prévue en 2023.

Arnaud faucon

Sénégal

UNE ASSOCIATION BIEN ANCRÉE SUR LE TERRITOIRE

Après le Congo, (voir article IN mag 203), nous avons été contactés par Ibrahima Dramé, président de l'Union Nationale des Consommateurs du Sénégal, afin d'échanger sur la situation entre nos deux pays et de définir des pistes de travail en commun.

L'UNCS a été créée en 1995 pour réagir aux mauvaises conditions auxquelles doivent faire face les consommateurs sénégalais. 27 ans plus tard, les choses n'ont pas beaucoup changé sur ce point. La crise mondiale actuelle (d'abord la crise sanitaire et plus indirectement la guerre en Europe) a provoqué une hausse brutale du prix des matières premières, dans un pays qui reste marqué par les émeutes de la faim qu'avait provoquées la dernière grande crise financière. Là encore, la faiblesse du cadre réglementaire national est une sérieuse entrave à la construction d'un droit des consommateurs cohérent et efficient.

maillage territorial

Pour autant, l'UNCS fait preuve d'une combativité sans failles, et occupe tous les espaces qu'elle peut occuper : besoins fondamentaux, politiques publiques, pouvoir d'achat, produits locaux... elle développe ses actions sur la base d'un fort principe de solidarité. Sans surprise, elle est d'ailleurs adhérente à la Confédération Syndicale Autonome, un syndicat sénégalais. Privée de toute subvention publique, elle peine à recruter, et surtout, conserver les cadres techniques dont elle a besoin pour son action. Elle participe dès lors à de multiples projets, aussi bien nationaux qu'internationaux où elle mobilise son réseau de terrain pour mener des campagnes d'information et de sensibilisation : assainissement des eaux, hygiène alimentaire, sécurité routière, journée mondiale de la santé, sécurité électrique, produits locaux, civisme...

Pour atteindre ce fort maillage territorial, l'association est structurée en cellules locales (quartiers, entreprises, villages...) qui se regroupent dans des sections communales et départementales puis au niveau national. Cet ancrage les a fait reconnaître par les pouvoirs publics, et l'UNCS siège actuellement à l'Association Sénégalaise de Normalisation ou encore au Conseil National de la Consommation. Habités à des contacts avec des associations ou structures étrangères, à travers des invitations ciblées ou des séminaires, ils nous proposent de travailler ensemble sur tous ces points.

Réfléchir ensemble à des socles communs

Nous pourrions assez facilement, comme nous l'avons fait avec nos correspondants du Congo, proposer des rencontres thématiques en visio avec certains de nos collectifs. Nous pour-



D.R.

rions également réfléchir à des socles communs de formations, pouvant s'adapter ensuite aux réalités territoriales, législatives et culturelles locales. Enfin, nous souhaitons mener une réflexion, avec l'UNCS comme avec d'autres acteurs, sur des chaînes de vigilance et d'information concernant des produits que les consommateurs retrouveront chez eux, sans trop en connaître l'origine ni le parcours.

Un programme ambitieux, qui ne pourra se mener que si nos membres se l'approprient...

François Bilhem

La crise mondiale actuelle touche plus durement le continent africain.

FORMATION DOSSIERS
EUROPÉENS

Groupe : international - 3 jours

24 AU 26 OCTOBRE 2022

Centre Benoît Frachon - 91 Courcelle

- Quelle place pouvons-nous occuper à l'échelle européenne ?
- Quels sont les impacts de l'UE sur nos activités ?
- Disposons-nous d'une capacité d'action à cette échelle ?

Ce sont toutes ces questions et les enjeux de l'UE sur le consumérisme en France que nous explorerons à travers cette formation.

Inscriptions : ouvertes sur validation des associations départementales

12 places

SALE COÛT À LA POMPE

Au cœur d'un été meurtrier pour les porte-monnaies, l'insupportable flambée du prix des carburants n'a épargné personne. Quand l'essence est à la hausse, les projets de vacances sont à la baisse ou supprimés. La faute à la guerre en Ukraine mais pas seulement. Les profits des compagnies pétrolières ont explosé dans la période, protégés par des politiques publiques qui, hormis quelques ristournes ponctuelles accordées au consommateur, se sont opposées au blocage des prix tout en préservant la lourde fiscalité qui s'applique au litre de carburant.

U

Un ouragan inflationniste balaye le monde depuis l'automne 2021, aggravé par la guerre qu'a déclarée la Russie à l'Ukraine. Les prix de l'énergie en général et du carburant en particulier y prennent une large part. Cette secousse – la plus brutale depuis le choc pétrolier de 1973 – frappe plus ou moins directement tous les États européens. La France relevait en mai une inflation de 5,8 % contre une moyenne de 8,1 % en zone euro, de 10 % en Belgique et de près de 20 % dans les pays baltes (1). L'énergie à elle seule contribue largement à cette flambée des prix avec une hausse de près de 40 % en un an.

Pour le porte-monnaie, les différentes mesures des États modifient plus ou moins l'impact. Le « bouclier tarifaire » français (plafonnement des tarifs du gaz et de l'électricité, chèque inflation, baisse de 15 centimes HT par litre entre avril et août) a imperceptiblement atténué la puissance du coup. Qu'advient-il par la suite faute de mesures structurelles ? Les politiques hexagonales de soutien au pouvoir d'achat ont été bien timides comparées à la lucidité de certains pays voisins, comme la baisse en Allemagne de la taxe sur les carburants (ramenée au minimum européen, soit 14 à 30 centimes par litre) ou le ticket mensuel à 9 euros par

« La France est dans le trio de tête des pays européens les plus taxateurs »



LA DISTRIBUTION FAIT SON BEURRE

De nombreuses applications pour smartphone permettent de géolocaliser les stations-service proposant les meilleurs prix à la pompe (Prix carburant, Essence/Gasoil now, Gaspal, A la pompe...). Un site gouvernemental remplit le même office (1). Mais pourquoi de tels écarts entre stations et pourquoi des ajustements si fréquents ? Outre le fait connu qu'une hausse du prix du brut se répercute toujours plus rapidement qu'une baisse sur le prix à la pompe, il faut savoir que les stations qui affichent les meilleurs prix sont aussi celles qui en changent le plus souvent, parfois même tous les jours. La répercussion de l'évolution du prix du baril brut sur le prix au litre prend en moyenne onze jours. Il a fallu pourtant une quarantaine de jours au pétrole brut pour parvenir à la pompe. Entre les deux, l'offre et la demande et ses espaces infinis de spéculation.

<https://www.prix-carburants.gouv.fr/>

mois pour tous les déplacements en transports publics urbains et régionaux. L'Italie a saisi le problème droit dans les yeux en taxant à hauteur de 25 % les surprofits réalisés par les entreprises du secteur de l'énergie pour financer un plan de soutien nettement plus généreux pour les consommateurs, 30 milliards d'euros depuis le début de l'année. La Belgique et les Pays Bas ont choisi de baisser leur TVA.

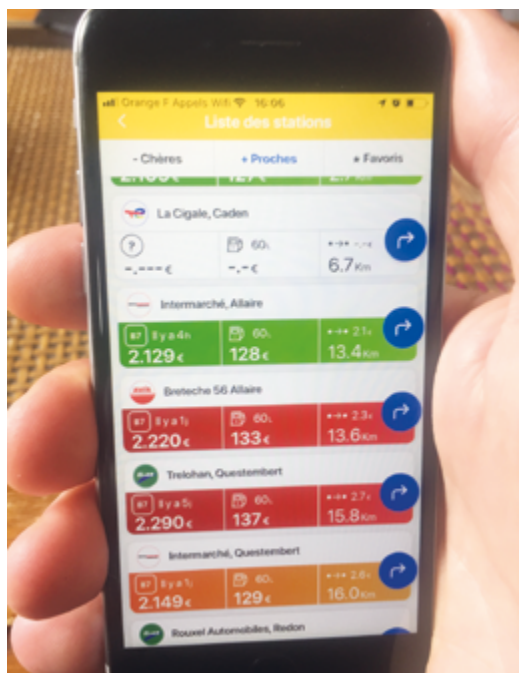
Dans les coulisses du coût à la pompe

Faire son plein d'essence n'est même plus un luxe, c'est devenu inaccessible à la plupart des bourses. Un Français sur deux a revu à la baisse son projet de vacances. Dans la plupart des autres pays d'Europe, c'est le coup de massue, jusqu'à 2,40 € le litre en Norvège en mai, un record. Quelques rares autres pays tirent plus ou moins leur épingle du jeu dans la jungle inflationniste, la Hongrie par exemple, à 1,28 € le litre d'essence, ou la Pologne, à 1,41 €. Comment Budapest a-t-elle amorti la casse ? En bloquant le prix des carburants dès le 15 novembre 2021. Comment Varsovie allège-t-elle un peu la facture ? La fiscalité appliquée au carburant en Pologne ne représente que 31 % de son prix. En France, près de 60 % d'un plein s'évapore en taxes, un taux qui place l'Hexagone dans le trio de tête des pays européens les plus taxateurs.

Trois principaux facteurs pèsent et pèseront de plus en plus lourd dans l'addition finale de la facture énergétique, notamment sur le prix du carburant à la pompe et l'approvisionnement en fioul domestique : le niveau de dépendance à l'égard du gaz et du pétrole russes, la volonté ou le refus des États pour taxer les profits →



obscènes que réalisent les géants de l'énergie en se nourrissant de la guerre et l'action sur le prix final par allègement de la fiscalité ou blocage des prix. Le prix du litre de carburant à la pompe se décompose en deux grandes parties : les coûts de production, d'acheminement et de distribution du carburant d'une part, la fiscalité d'autre part. C'est du 40/60 environ même si la très grande volatilité du prix du pétrole brut et son envolée depuis l'automne 2021 font valser la part des taxes. En résumé, la mécanique du prix du carburant actionne trois curseurs, celui du prix du pétrole brut, celui du raffinage-transport-distribution et celui la fiscalité. Chacun a sa part de responsabilité dans la formation et la flambée des prix du carburant.



« Pour un litre d'essence, 25 centimes partent dans les poches des raffineurs alors que la moyenne était encore il y a peu de 2,5 centimes »

Les profits explosent

Alors que la France est dépendante à 99 % de ses importations pétrolières, le coût du baril de pétrole brut a littéralement explosé ses deux dernières années, se multipliant par 7 et passant de 18,5 dollars en avril 2020 à 139 dollars en mars 2022. Le prix du litre à la pompe est passé dans la même période de 1,30 € à environ 2,05 €. Une progression spectaculaire de 58 %. Puis vint l'été, un été meurtrier qui laisse redouter que cette hausse record ne traduise pas seulement une flambée exceptionnelle mais se transforme en socle durable.

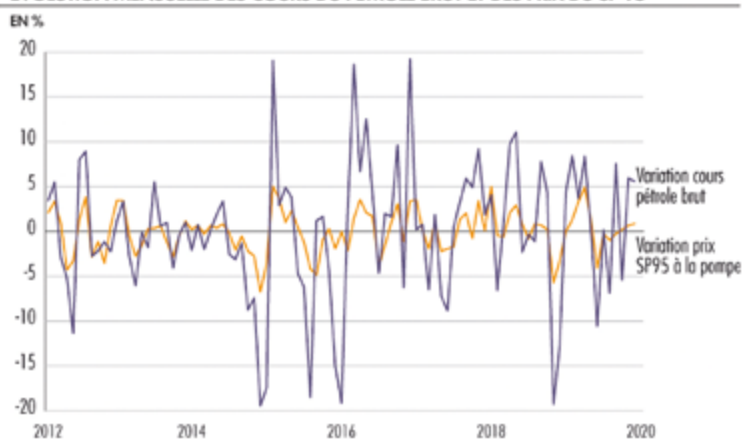
Une autre composante du prix final, la marge « brute » de raffinage encaissée par les compagnies pétrolières, alourdit la note en agissant directement sur le prix de vente final. En 2018, elle représentait environ 4,6 % du prix au litre. Or non seulement cette marge des raffineurs n'a pas souffert du renchérissement du pétrole brut, mais elle s'en est nourrie. Les multinationales ont ainsi réalisé de monstrueux profits. Total Énergies a vu décupler sa marge « brute » de raffinage, grim pant à 46,3 dollars par tonne au premier trimestre 2022 alors qu'elle était encore à 5,3 dollars un an plus tôt. Toutes compagnies confondues, la marge brute de raffinage sur une tonne de pétrole est passée de 29 € à 156 € entre février et avril 2022 (2). À l'entrée du réservoir, pour un litre d'essence versé, ce sont désormais 25 cen-

FLUCTUATIONS SPÉCULATIVES

On constate sur un temps long une corrélation entre les variations du prix du pétrole brut et la note finale du consommateur. Mais l'écart se creuse sur un temps court, pondéré notamment par le temps de répercussion du prix du baril sur celui du carburant (11 jours en moyenne). Une étude attentive des courbes entre 2012 et 2020 montre que la corrélation entre les fluctuations du cours du baril et le prix final du carburant à la pompe interagissent. La hausse du prix à la pompe nourrit ainsi elle aussi pour une part la spéculation.

Sources : Insee et ministère de la transition écologique.

ÉVOLUTION MENSUELLE DES COURS DU PÉTROLE BRUT ET DES PRIX DU SP 95



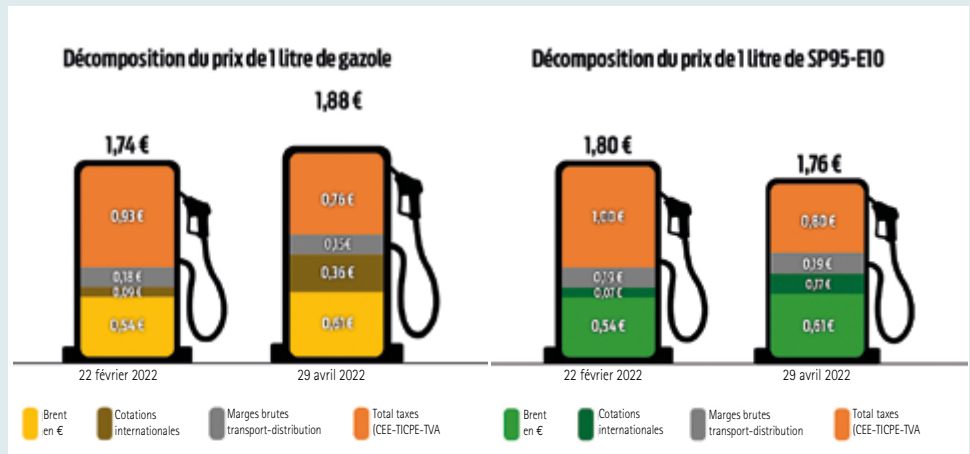
Source : lafinancepourtous.com d'après Insee et Ministère de la transition écologique



CE QUE RÉMUNÈRE UN LITRE DE CARBURANT

Début mai, pour un litre de carburant, soit 1,76 € en super ou 1,80 € en gazole, TVA et TICPE représentent 40,4 % pour le SP 95, 49 % pour le gazole. Une baisse d'environ 12 % sur un mois qui correspond à la remise de 15 centimes accordée provisoirement par l'État depuis le 1^{er} avril, versée directement aux distributeurs et déduite du prix final.

Source Que Choisir.



times qui partent dans les poches des raffineurs alors que la moyenne tournait il y a encore peu autour de 2,5 centimes.

Au prix du sang

Les actionnaires des groupes énergétiques peuvent remercier la guerre et l'embargo sur le pétrole russe. Ils peuvent aussi saluer l'entêtement de l'État français à refuser de taxer ces superprofits, ce qu'ont fait nos voisins britanniques, espagnols et italiens. Taxation de 25 % des profits Outre-Manche pour financer un tiers du plan de soutien aux ménages, de 10 % de l'autre côté des Alpes. Aux États-Unis, même Joe Biden n'avait pas caché fin mars 2022 son exaspération face aux compagnies pétrolières qu'il accusait de « s'asseoir sur des bénéfices records » – à savoir un surstockage obscène – avant de lâcher l'équivalent de 180 millions de barils de pétrole puisés dans la réserve stratégique fédérale pour soulager le marché, provoquant aussitôt le dévissage des valeurs pétrolières à Wall Street.

Pour les groupes pétroliers, on retiendra avec indignation que l'invasion russe de l'Ukraine leur a permis de doubler en deux mois leur cash-flow. Greenpeace relève que les compagnies pétrolières ont engrangé 3 milliards d'euros de bénéfice pour le seul mois de mars, drôle de machine à sous qui crache chaque jour plus de 107 millions d'euros dans la caisse des charognards, de l'or noir prélevé sur le sang de dizaines de milliers de morts. Le bénéfice net mondial de Total Energie était en 2021 de 16 milliards de dollars. En 2022, pour le seul premier trimestre, il atteignait déjà 5 milliards.

Indépendante du prix du pétrole brut, la marge brute du transport et de la distribution intègre les coûts et les marges commerciales du stockage, de l'acheminement et de la vente en stations. En mars 2022, elle représentait 9 % du prix final pour le gazole et 10,6 % pour le

SP 95. En progression donc par rapport à 2017 quand la marge pour la distribution de l'essence n'était encore « que » de 8 %. Les fluctuations sont de plus en plus fortes dans les stations-service, la mécanique de fixation des marges des points de vente ayant sa propre logique, elle aussi tournée vers le meilleur gain, notamment dans un contexte de flambée des prix qui met la grande distribution sur les rangs de cette féroce compétition (lire encadré page 10).

Taxe sur Taxe

Reste une tendance lourde : la hausse continue de la fiscalité, TICPE et TVA, cette dernière réalisant l'exploit de s'appliquer deux fois. La TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) est la quatrième recette fiscale de l'État. Elle lui a rapporté



LA HAUSSE DES CARBURANTS CREUSE LES INÉGALITÉS

Le choix d'utiliser ou non son véhicule est devenu le privilège de ceux qui peuvent supporter un dépassement de 20 € du budget moyen consacré chaque mois au carburant (Insee 2021). Encore ne s'agit-il que d'une moyenne. En 2022, un smicard qui travaille à 50 km de chez lui y laisse la moitié de son salaire (entre 500 et 600 €). S'il roule au diesel, le cas le plus fréquent car sa voiture, ancienne, a été acquise en raison de l'avantage économique qu'offrait autrefois le gazole, les taxes ont été alourdies. Pour ces millions de Français, des privations de toutes sortes, moins de supermarchés, les enseignes les moins chères, les pompes les plus attractives, des demi-pleins et fini les sorties. Il lui faudra aussi rogner sur ses vacances ou les supprimer, ce droit pour tous conquis il y a bientôt un siècle. Selon le cabinet Astarès, les ménages ruraux dépenseront 690 euros de plus en 2022 pour leurs frais d'essence.



D.R.

plus de 20 milliards d'euros en 2021 (dont un tiers aux départements, régions et organismes de transport). Fin mai 2022 elle représentait 0,69 € euros par litre de SP 95 et 0,61 € par litre de gazole. Une augmentation considérable depuis 2014, quand elle n'était encore « que » de 0,61 € par litre de SP 95 et de 0,43 € le litre de gazole, soit une progression de 13,1 % pour l'essence et de 42 % pour le gazole !

S'y ajoute la TVA. Comme le facteur, elle sonne toujours deux fois. 19 centimes par litre sur l'achat final qui s'ajoute à une deuxième TVA sur la TICPE, taxe sur taxe, de 13 centimes environ. Au total 32 centimes sur un litre d'essence à 1,96 € ou de gazole à 1,83 € fin mai. Jean Castex, alors Premier ministre, avait estimé (3) à près de 2 milliards d'euros le gain obtenu par l'État en

« Le plus simple serait un blocage immédiat des prix du carburant pour en faire un produit de première nécessité, ce qu'il est en réalité »

recettes fiscales pour le premier semestre 2022 grâce à l'augmentation du prix du baril. La « généreuse » remise (déjà prise en compte dans le prix affiché à la pompe) des pouvoirs publics de 15 centimes par litre accordée jusqu'à fin août 2022 a démontré sa fonction électoraliste inopérante au demeurant : la dépense de l'État, de 2 milliards d'euros, est identique au montant des gains obtenus en recettes. Sans même préjuger de l'avenir de ces taxes lorsque l'on sait que le projet de loi de Finances 2022 table sur une TICPE de 33 milliards d'euros, en progression de 65 % sur un an.

30 000 STATIONS ONT DISPARU

Deux types de réseau coexistent pour distribuer le carburant au détail, celui de la grande distribution et celui des stations traditionnelles. La concurrence entre les deux modèles, rude depuis les années 80, se tend encore en période de crise. En 2021, les stations-service classiques n'étaient plus que de 5 844 (contre 40 000 en 1980) tandis que la grande distribution dénombrait 5 307 points de vente (contre 1 500 en 1980). Le nombre de stations en France a été divisé par quatre en 40 ans. La disparition de plus de 30 000 d'entre elles a rallongé les distances pour s'approvisionner. Pour casser ses prix, la grande distribution réduit ses marges mais amortit l'effort sur l'activité de l'ensemble du magasin.

En finir avec l'auto ?

Le compte n'y est pas. Il est en tout cas très éloigné de ce que pourrait être une véritable politique de solidarité qui s'attaquerait franchement à la fiscalité par le biais de la TVA – même si cette taxe qui profite aux plus riches est très inégalitaire – ou par le retour de la taxe flottante qui baisse lorsque le brut augmente et inversement. Pour Arnaud Faucon, secrétaire national d'Indecosa, « le plus simple serait un blocage immédiat des prix du carburant pour en faire un produit de première nécessité, ce qu'il est en réalité ». Pierre Bérégovoy l'avait fait en 1990.

UN SOU EST UN SOU...

Un sou est un sou, un litre est un litre... et il n'y a pas de petites économies. Comment limiter sa dépense en carburant tout en soulageant la planète ?

→ **Laisser la voiture au garage** quand on peut marcher, utiliser les transports en commun ou choisir le télétravail quand c'est possible. Imbattable : 100 % d'économie.

→ **Alléger sa voiture.** Des chaînes neige dans le coffre toute l'année, ça ne sert à rien. Un demi-plein d'essence allège le poids du véhicule. Fermer les fenêtres à plus de 50 km/h limite la consommation. Éviter autant que possible la climatisation (+ 15 % de consommation en ville) ou la régler sur « éco » en réduisant l'écart avec la température extérieure.

→ **Rouler cool.** Une conduite calme peut diminuer de 40 % la consommation d'essence. En ramenant sa vitesse de 130 à 120 km/h, on perd 4 minutes mais on économise un litre de carburant. Enfin, si l'auto n'est pas équipée du dispositif *stop and start*, couper le moteur à l'arrêt entraîne une économie de 10 à 15 %.

« Drôle de machine à sous qui crache chaque jour plus de 10⁷ millions d'euros dans la caisse des charognards, de l'or noir prélevé sur le sang de dizaines de milliers de morts »



Pourquoi ne pas se rapprocher du minimum légal européen en matière de fiscalité qui est de 0,36 € par litre d'essence, 0,33 € pour le gazole. La Suède a déjà baissé sa fiscalité de 12 centimes par litre. Budapest a bloqué le prix de l'essence à 1,20 euro pour ses ressortissants. Berlin s'est également aligné sur le minimum européen pour taxer le carburant, soit une baisse de 14 à 30 centimes par litre. Une autre piste consisterait à s'attaquer enfin aux profits indécents réalisés par l'industrie pétrolière en les taxant lourdement dans cette période intense de crise.

Et surtout, il faudra s'interroger courageusement sur la place de l'automobile dans les déplacements. Son usage est imposé au plus grand nombre en l'absence d'une politique de mobilité assurant l'égalité d'accès des Français aux transports publics. En Allemagne, l'instauration du ticket de transport à 9 euros mensuel contribue à modifier la perception de la voiture, pourtant sacrée Outre-Rhin. A moyen terme, rechercher des modes de transports plus doux, réduire drastiquement notre dépendance aux énergies fossiles qui sont en réalité encouragées par les mesures de soutien à la consommation de carburant. Repenser la place de la voiture dans les mobilités urbaines et périphériques exige une volonté politique, des actes et des choix de planification ambitieux en termes de politiques territoriales.

1. Chiffres IPCH (institut européen de la statistique).

2. Source : ministère de la transition écologique.

3. *Le Parisien*, 13 mars 2022.

L'AUGMENTATION DE L'ESSENCE RESTREINT L'ACCÈS AU CRÉDIT

Conséquence inattendue de la hausse du prix des carburants, de plus en plus d'établissements bancaires conditionnent l'accord d'un prêt immobilier à la distance entre le domicile et le travail. Elle doit être aussi courte que possible. 30 ou 50 kilomètres suffisent pour s'exposer à un refus. Certaines banques intègrent en effet le prix du carburant dans le calcul du taux d'endettement des prétendants à l'emprunt. Une mesure qui s'ajoute à une série d'autres qui, en plus de l'augmentation des taux d'emprunt et de l'accroissement de l'apport personnel, restreignent et complexifient l'accès à la propriété des ménages modestes.

TROTTINETTE ÉLECTRIQUE

AVEZ-VOUS PENSÉ À VOUS ASSURER ?

En 2021, les ventes de trottinettes électriques, hoverboards, gyropodes et autre monoroue motorisé ont continué leur progression amorcée depuis plusieurs années déjà (+ 40% ¹)



D.R.

Loin d'un effet de mode, ces véhicules s'installent durablement dans le paysage des modes de transport. Une mobilité plus douce, moins énergivore. Ces nouveaux « engins de déplacement personnel motorisés » (EDPM) qu'on qualifie également de NVEI (nouveaux véhicules électriques individuels) sont plutôt ludiques. Ils sont abordables à l'achat et permettent d'abandonner la voiture ou la moto pour les trajets de proximité.

De nombreux salariés ont déjà sauté le pas, choisissant majoritairement la trottinette électrique. Facile à transporter, elle permet de combiner les différents mode de transports en commun.

Vous pouvez trouver ces nouveaux engins en vente libre dans les magasins. Mais tous les vendeurs n'informent pas sur la nécessité de s'assurer et de nombreux usagers ne savent toujours pas que c'est obligatoire.

Une assurance obligatoire

Les trottinettes électriques (et les EDPM) sont entrées dans le code de la route en 2019 avec à la clé des obligations et des sanctions pénales (contraventions, délits...). Même si leur vitesse est plus limitée, vous pouvez provoquer un accident dont les conséquences seront graves pour les autres.,

Si vous renversez un tiers en trottinette électrique, ainsi considérée comme un véhicule terrestre à moteur, vous entrez dans le champ de l'article L 211-1 du code des assurances. Il dispose que « Toute personne physique ...dont la responsabilité civile peut être engagée en raison de dommages subis par des tiers résultant

d'atteintes aux personnes ou aux biens dans la réalisation desquels un véhicule est impliqué, doit, pour faire circuler celui-ci, être couverte par une assurance garantissant cette responsabilité. ».

Et cette obligation ne concerne pas exclusivement les propriétaires de trottinette électrique. Si vous préférez les piloter en libre-service, vous devez vous assurer également. Si vous la louez, le loueur a peut-être prévu l'assurance dans le contrat, mais ce n'est pas certain, lisez le contrat, les conditions générales. Vérifiez tout. Ne partez pas du principe que cela va de soi. C'est de votre responsabilité qu'il est question.

Un accident peut toujours arriver. Il peut avoir des conséquences considérables pour la victime et vous engager à régler des indemnités de plusieurs milliers ou dizaines de milliers d'euros... Demandez un devis à votre assureur, comparez avec ses concurrents. Pour quelques dizaines d'euros par an, vous serez protégés.

Vous répondrez avec précision aux questions que vous posera l'assureur, sans omission. Car il ne sert à rien de payer pour se voir opposer au moment du sinistre une fausse déclaration. Vous lirez avec attention le champ des garanties et les exclusions possibles (il y en a toujours).

Exemple : les trottinettes sont bridées pour ne pas dépasser la vitesse maximale autorisée (25 km/h) mais certains usagers les débriquent. C'est un argument que pourrait vous opposer l'assureur si le contrat est clair.

Des assurances facultatives

Vous n'êtes pas à l'abri d'une chute sans responsable en face, avec des conséquences importantes pour vous. Sur ce terrain, vous n'avez pas l'obligation de vous assurer mais ce peut être une précaution à réfléchir, notamment pour vos dommages corporels.

Mais ne faites pas l'impasse sur l'assurance responsabilité civile ! Ce que font pourtant de nombreux pilotes de trottinette, par manque d'information la plupart du temps. Il suffit pour s'en convaincre de vérifier les trottinettes stationnées pour constater qu'elles sont dépourvues de carte verte Trop souvent... Sans oublier que circuler sans être assuré alors que c'est obligatoire, c'est s'exposer à une amende de 3.750 euros (L324-2 du code de la route).

Indecosa-CGT

1.Source Fédération des professionnels micromobilité (FP2M)

INDECOSA-CGT SIÈGE À L'AQST

Notre association s'inscrit pleinement dans la recherche de solutions durables qui ne peuvent être gagnées sans l'apport d'actions collectives portées par les consommateurs.



Le pouvoir d'achat qui ne cesse de diminuer encore et encore nécessite un relèvement des salaires, des pensions, des minimas sociaux et une garantie régulière de revalorisation, cumulées à la crise sanitaire que nous venons de vivre, les habitudes des consommateurs changent. Par exemple, avec un net recul de la circulation du cash en France ou l'accentuation des pratiques comme les achats en ligne, le click and collect et autres.

La question des transports est au cœur de toute l'activité économique. Au-delà du prix, les usagers sont inquiets de l'avenir de nos modes de transports dans les territoires.

Pour l'association de défense des consommateurs (Indecosa) je siège en tant que membre titulaire à l'Autorité de la Qualité de Service dans les Transports (AQST).

Veiller à la qualité de service

L'Autorité est placée, en raison de sa vocation multimodale, au sein du conseil général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) et du ministère de la Transition écologique, pour tout ce qui regarde sa gestion administrative.

Cet organisme veille à l'amélioration de la qualité de service, comme son nom le stipule, notamment la régularité et la ponctualité, dans les transports de voyageurs terrestres (ferroviaires, routiers, urbains et interurbains), maritimes, aériens et à la qualité de l'information diffusée aux voyageurs en situation de circulation normale comme en situation dégradée ou fortement perturbée.

Les membres qui composent l'Autorité s'assurent que les opérateurs de transport respectent bien leurs obligations en matière de qualité de service, informent les voyageurs, selon des modalités claires et transparentes, sur l'évolution dans la durée de la qualité de leurs services de transport, sur leurs droits mais aussi sur les démarches à accomplir pour les faire valoir.

N'hésitez pas à me transmettre vos questions, vos remarques, votre vécu pour que l'intervention d'Indecosa-CGT soit le reflet de ce que vivent les usagers.

Romain Brulat Indecosa-CGT 84

BULLETIN D'ABONNEMENT

INDIVIDUEL

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Tél. : Portable :
 E-mail :
 Entreprise ou organisme :

COLLECTIF

Responsable de liste et du règlement collectif
 Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Tél. : Portable :
 E-mail :
 Entreprise ou organisme :

Montant unitaire : 5 €
 Abonnement papier 6 numéros par an 30 €
 Abonnement de soutien 35 € €t plus

Je règle par chèque à l'ordre de Indecosa-CGT

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom :
 Prénom :
 Date de naissance :
 Adresse :
 Code Postal : Ville :
 Téléphone fixe : Portable :
 Courriel :

Entreprise ou organisme

J'adhère pour l'année 2021 30 euros
 Je m'abonne à In magazine pour six numéros 30 euros

Date et signature

A retourner à IN magazine • Case 1-1 263, rue de Paris 93516
 Montreuil Cedex Tél. : 01 55 82 84 05
 • Nous contacter : indecosa@cgt.fr



Scannez et découvrez le site d'INDECOSA-CGT <https://www.indecosa.fr>

Militants, adhérents, ensemble soyons solidaires

Depuis plus
de 30 ans,
la Macif protège
l'activité
syndicale

partenariat@macif.fr



MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.